

La Veille du Carif-Oref Occitanie

n°475 – 15 septembre 2021

Sandrine Roussel : sandrine.roussel@cariforefoccitanie.fr

Espace Veille Emploi Formation :

<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>

ACTUALITÉ EMPLOI FORMATION OCCITANIE	2
APPELS À PROJETS	3
APPRENTISSAGE - ALTERNANCE	4
COMPÉTENCES	5
EMPLOI	5
ENTREPRISES	5
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	6
FORMATION CONTINUE	7
MESURES EMPLOI	9
SECTEURS D'ACTIVITÉ - MÉTIERS	10

ACTUALITÉ EMPLOI FORMATION OCCITANIE

Note de conjoncture de l'emploi en Occitanie. Situation à l'été 2021

SANTINON Clément, Carif-Oref Occitanie, Septembre 2021, 14 p.

Survenue à partir du début 2020, la crise sanitaire a entraîné une contraction marquée de l'emploi en Occitanie. Un rebond s'est cependant dessiné dès l'été 2020, se poursuivant jusqu'au premier trimestre 2021. Cette note fait le point sur la situation dans la région un an et demi après le déclenchement de cet événement.

Si l'impact sur l'activité a été plus ou moins marqué selon les secteurs d'activité, l'amélioration du marché du travail est quasiment généralisée.

L'emploi a ainsi quasiment retrouvé son niveau de la fin 2019 tout comme le taux de chômage. Dans le même temps, le nombre d'inscrits à Pôle emploi diminue et le nombre d'offres collectées par l'organisme est revenu à des niveaux très satisfaisants.

Les perspectives à court terme sont donc plutôt rassurantes, que ce soit dans les secteurs relativement épargnés par la crise (construction, agroalimentaire), ou dans ceux ayant subi un choc important (aéronautique, restauration, hébergement, etc.). Dans l'industrie, l'inquiétude principale est désormais centrée sur les difficultés d'approvisionnement auprès des fournisseurs. Dans ce contexte, les difficultés de recrutement portant sur certains métiers restent d'actualité.

<https://www.cariforefoccitanie.fr/actualite/note-de-conjoncture-de-lemploi-en-occitanie-situation-a-lete-2021/>

Annuaire des acteurs de la VAE en Occitanie

CHUARD Dara, Carif-Oref Occitanie, Septembre 2021, 5 p.

Vous voulez contacter un Espace conseil, vous avez besoin de connaître l'adresse d'un certificateur public ? Cet annuaire vous donne rapidement les coordonnées des Espaces conseil sur les 13 départements de la Région et celles des certificateurs publics.

Les conseillers des Espaces conseil VAE évaluent la pertinence du projet VAE en fonction du parcours et aident à identifier des hypothèses de certification en lien avec l'expérience. Ils assurent le suivi de la démarche et proposent d'autres alternatives si nécessaire : bilan de compétences, formation ou des formations complémentaires.

Les organismes valideurs ont mis en place des dispositifs d'information, d'accompagnement et d'évaluation spécifiques. Une fois la certification repérée, le bénéficiaire doit contacter l'organisme valideur dont dépend la certification visée. Cette étape constitue l'entrée dans la procédure de validation.

<https://www.cariforefoccitanie.fr/actualite/annuaire-des-acteurs-de-la-vae-2021>

Occitanie : un salarié sur cinq est en situation de déclassement professionnel

Insee Analyses Occitanie, n°108, Août 2021, 4 p.

En Occitanie, quelque 390 000 salariés occupent un poste pour lequel ils sont surdiplômés par rapport au niveau de formation généralement observé dans leur profession. Un salarié sur cinq se trouve ainsi en situation de déclassement professionnel en 2017. Les plus jeunes, en début de carrière, sont particulièrement touchés, tout comme les titulaires d'un diplôme non professionnalisant de niveau Bac +3 ou Bac +4. En dix ans, le niveau de diplôme le plus courant dans une profession donnée a eu tendance à s'élever. Certains métiers ont intégré cette évolution de la norme et le déclassement y est mécaniquement peu fréquent : c'est le cas dans l'enseignement, la santé et pour les employés d'entreprises et du commerce.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5410966>

Activité partielle : les chiffres régionaux au 7 septembre 2021

DREETS Occitanie, Septembre 2021, 2 p.

Ce tableau de bord propose une vue détaillée sur la mobilisation du dispositif d'activité partielle en Occitanie depuis le 1er mars 2020.

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/Les-chiffres-de-l-activite-partielle-en-Occitanie>

L'essentiel de la conjoncture de la filière construction en Occitanie et dans ses départements - Septembre 2021

CERC Occitanie, Septembre 2021, 5 p.

Voir en particulier la rubrique emploi, démographie des entreprises, aides aux entreprises.

<https://www.cercooccitanie.fr/>

Les offres publiées sur apec.fr dans la région Occitanie - septembre 2020 - août 2021

APEC, Septembre 2021, 4 p.

De septembre 2020 à août 2021, 32 985 offres d'emploi cadre ont été diffusées sur le site apec.fr en Occitanie, soit 13 % de plus qu'à la même période un an auparavant. L'embellie se poursuit : le volume d'offres d'emploi reste au-dessus du niveau d'avant crise, +13 % en août 2021 par rapport à août 2019. Près de la moitié des offres de la région est concentrée dans la zone d'emploi de Toulouse. Les métiers du développement informatique sont parmi les profils les plus recherchés.

<https://corporate.apec.fr/occitanie>

APPELS À PROJETS

Appel à prestation : mission d'évaluation de la convention CNSA / IPERIA sur les relais assistants de vie

Les propositions des cabinets sont attendues pour le 20 septembre

<https://www.institut.iperia.eu/2021/08/05/appel-a-prestation-evaluation-convention-cnsa-ravie/>

Prestations de formation et d'accompagnement dans le cadre de Préparations Opérationnelles à l'Emploi Collectives (Poec) - Constructys - Région Occitanie

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation le 27 septembre à 14h00

<https://www.boamp.fr/avis/detail/21-119681?xtor=EPR-2>

Appel à prestation : ingénieries de formation, mise en œuvre et suivi d'expérimentations - Ipéria

Cette action s'inscrit dans le cadre de la 4ème vague de l'appel à projet « Soutien aux démarches prospectives compétences » à destination des branches professionnelles, lancé par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle, soutenu par le Plan d'investissement dans les Compétences 2018-2022. Elle est également intégrée dans le nouvel accord cadre national pour la mise en œuvre d'une démarche d'Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) 2021-2023 pour la branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile.

Les propositions sont attendues jusqu'au 6 octobre

<https://www.institut.iperia.eu/2021/09/02/appel-a-prestation-ingenieries-de-formation-experimentations/>

Appel à projet : mieux accompagner le projet professionnel de l'apprenti : avant, pendant, après sa formation - Opco Atlas

Les projets doivent témoigner :

- de la mise en œuvre de pratiques, de démarches, de méthodes et d'outils relatifs à cette ingénierie

- d'un rapprochement des trois grands acteurs du triangle de l'alternance CFA-Apprenti-Entreprise
- d'une « entrée compétences » centrée sur l'apprenti et les besoins des entreprises
- de l'inscription du projet dans une stratégie d'accompagnement (avant-pendant-après la formation) à l'échelle du centre de formation

Date limite de réception des offres le 11 octobre 2021

<https://www.opco-atlas.fr/appels-d-offres/mieux-accompagner-le-projet-professionnel-de-l'apprenti-avant-pendant-apres-sa-formation.html>

Prépa Apprentissage : nouvelle vague de l'APP - Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion

Cet appel à projets Prépa Apprentissage permet aux jeunes de 16 à 29 ans, sans emploi, ni formation, qui souhaitent s'orienter vers l'apprentissage de bénéficier d'un accompagnement personnalisé, défini selon leurs attentes et leurs besoins, leur permettant de découvrir des métiers, de choisir leur voie et de consolider leurs compétences. Cette période de transition de deux semaines à plusieurs mois, conçue comme un véritable « sas de réflexion », permet ainsi aux jeunes de réussir leur première intégration en milieu professionnel. Les résidents des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), des zones de revitalisation rurale (ZRR) et les personnes disposant d'une reconnaissance qualifiée de travailleur handicapé (RQTH) figurent parmi les publics prioritaires de ce programme.

Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 15 novembre 2021

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/prepa-apprentissage-lancement-d-une-nouvelle-vague-de-l-appel-a-projets>

APPRENTISSAGE - ALTERNANCE

Création d'une aide au recrutement d'apprentis dans la fonction publique hospitalière - Décret n° 2021-1169 du 9 septembre 2021

Ce décret crée une aide financière exceptionnelle pour le recrutement d'apprentis par les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et prévoit les modalités de son versement.

[Consulter le décret sur Légifrance](#)

En 2021, les CMA attendent un record d'entrée en apprentissage

CMA France, Septembre 2021, 8 p.

Selon les premières remontées des CMA, le réseau de CFA pourrait connaître une augmentation de 8 % de ses effectifs.

Les principaux secteurs qui bénéficient de la croissance sont les métiers de l'alimentaire (pâtisserie, boulangerie...), la mécanique automobile et le bâtiment.

La reprise de l'activité entraîne aussi de nouvelles difficultés. De nombreux métiers (couvreurs, maçons, bouchers, etc..) sont en tension. Pour faire face au manque de main-d'œuvre et ne pas mettre un coup de frein à la relance, l'apprentissage est aujourd'hui un pilier de la relance : une réelle opportunité professionnelle et une assurance contre le chômage des jeunes.

<https://cma-france.fr/2021/09/09/rentree-apprentissage-2021>

L'alternance dans les branches du commerce. Rapport d'étude final

Kyu Lab, OPCO Commerce, Juin 2021, 44 p.

Cette étude a été menée dans 18 branches du commerce et de la distribution. Elle avait pour objectifs : de réaliser une analyse précise du recours à l'alternance – de prendre en compte la dimension territoriale (urbain, péri-urbain, rural) de ce recours - d'évaluer les leviers et les freins à

l'alternance - de mesurer l'insertion professionnelle des alternants après la période de formation - d'établir un plan d'action global et si besoin spécifique pour que les branches puissent accompagner le développement de l'alternance.

<https://www.lopcommerce.com>

COMPÉTENCES

Colloque RECTEC + : Compétences transversales graduées et cadre européen de certification - Le 21 septembre 2021

Ce colloque est organisé par les partenaires stratégiques des 4 pays membres du groupement (Belgique, France, Luxembourg, Roumanie).

Cet évènement est le point d'orgue du projet RECTEC+ visant à présenter le référentiel gradué en lien avec les niveaux 5 à 8 du Cadre Européen des Certifications. Il rend compte des 15 expérimentations menées dans des contextes variés (Entreprises, Fonctions publiques et Universités).

Le programme finalisé est en ligne sur : <https://colloque-rectec.fr/>

Les ressources des expérimentations seront disponibles le vendredi 17 septembre 2021.

<http://rectec.ac-versailles.fr/>

EMPLOI

L'emploi intérimaire augmente au 2e trimestre 2021 (+2,4 %)

BIOTTEAU Anne-Lise, Dares Indicateurs, n°49, Septembre 2021, 6 p.

L'emploi intérimaire augmente au deuxième trimestre 2021 (+2,4 %, soit +17 900 intérimaires).

Après un recul historique lors du premier trimestre 2020, une reprise marquée au cours de l'année 2020 et une stabilisation début 2021, l'emploi intérimaire augmente au deuxième trimestre 2021 (+2,4 %, soit +17 900 intérimaires. Il demeure cependant en-deçà de son niveau d'avant la crise sanitaire : fin juin 2021, l'emploi intérimaire reste inférieur de 2,9 % au niveau de fin décembre 2019.

La dynamique de l'emploi intérimaire diffère toutefois selon les secteurs d'activité. Dans la construction, le nombre d'intérimaires diminue après s'être stabilisé en début d'année. Dans l'industrie, la reprise se poursuit mais à un rythme plus modéré qu'au trimestre précédent (+0,9 %, après +1,7 %). Dans le tertiaire, le nombre d'intérimaires augmente sensiblement, après une légère diminution au premier trimestre (+6,3 %, après -0,7 %). L'emploi intérimaire dépasse ainsi son niveau d'avant-crise dans le secteur des services (+2,2 % par rapport à fin 2019), tandis qu'il y reste inférieur dans l'industrie et la construction (-7,1 % dans l'industrie et -6,7 % dans la construction).

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/lemploi-interimaire-augmente-au-2e-trimestre-2021>

ENTREPRISES

France Relance : le guide des dispositifs destinés aux PME et TPE

Direction Générale des Entreprises, Septembre 2021, 96 p.

Mise à jour du guide des mesures du plan France Relance pour les TPE et les PME. Il permet de répondre aux besoins concrets des entreprises et détaille les mesures visant notamment à : répondre aux besoins de financement des entreprises impactées par le Covid-19 - engager leur transition numérique - renforcer leurs capacités d'innovation - recruter de nouvelles compétences ou maintenir l'emploi - accélérer leur développement.

<https://aides-entreprises.fr/actualites/7420>

Enquête de conjoncture ETI 2021

BPI France, Septembre 2021, 40 p.

Cette 11^e enquête apprécie les perspectives des entreprises de taille intermédiaire en 2021 après

une année 2020 marquée par la crise sanitaire : 60 % des ETI nationales pensent retrouver d'ici la fin d'année un niveau d'activité égal ou supérieur à celui d'avant crise.

<https://lelab.bpifrance.fr/enquetes/enquete-eti-2021-60-retrouveraient-d-ici-fin-2021-un-niveau-d-activite-superieur-ou-egal-a-celui-d-avant-crise>

Fonds UrgencESS : près de 5 000 associations accompagnées pour faire face à la crise

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, Septembre 2021

Cette aide financière allait de 5 000 euros, pour les structures de 1 à 3 salariés, à 8 000 euros pour les structures de 4 à 10 salariés. Elle a permis de soutenir 4 866 structures rencontrant des difficultés économiques liées à la situation sanitaire, pour l'essentiel des associations. L'impact sur le maintien de l'emploi est concret, avec près de 16 000 emplois sauvegardés.

Ces petites associations ont ainsi bénéficié d'un diagnostic de leur situation économique et de conseils leur permettant de s'orienter vers de nouvelles solutions de financement, notamment dans le cadre de [France Relance](#).

<https://www.economie.gouv.fr/fonds-urgencess-5-000-associations-accompagnees>

Essor des créations d'entreprises de vente à distance et livraison à domicile pendant la crise sanitaire

Insee Focus, Septembre 2021, 5 p.

En 2020, 848 200 entreprises ont été créées, soit 4 % de plus qu'en 2019, constituant un nouveau record malgré la crise sanitaire. Les créations ont chuté brutalement dans toutes les activités lors du premier confinement, excepté la vente à distance. La reprise a été spectaculaire au printemps, portée notamment par la livraison à domicile. Le nombre de créations est resté faible jusqu'à la fin de l'année dans le transport de voyageurs par taxi, les autres activités récréatives et de loisirs ou l'enseignement de disciplines sportives.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5410966>

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Collectivités locales et lutte contre la pauvreté : un soutien de l'État de 225 M d'euros en 2022

Ministère des solidarités et de la santé, Septembre 2021

Pour déployer la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté dans les territoires, le Gouvernement a initié en 2018 une démarche inédite de contractualisation avec les collectivités locales. Ces conventions, signées avec les départements puis les métropoles et les régions volontaires, assurent la mise en œuvre de mesures définies conjointement avec l'État, en fixant des résultats à atteindre, et en laissant les collectivités pleine liberté sur le choix des moyens pour y parvenir.

Aujourd'hui 99 départements, 21 métropoles et 5 conseils régionaux ont signé une convention avec l'État, témoignant d'une adhésion forte des collectivités à cette démarche.

Le fonds de contractualisation sera augmenté de 25 M d'euros en 2022 pour atteindre un budget de 225 M d'euros. Ces conventions ont permis de créer une vraie dynamique dans les territoires avec des résultats concrets pour les personnes concernées. Ce soutien pour l'année 2022 permettra aux collectivités de poursuivre voire renforcer les actions démarrées depuis 2019.

<https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/lutte-contre-l-exclusion/lutte-pauvrete-gouv-fr/toutes-les-actualites/article/collectivites-locales-et-lutte-contre-la-pauvrete-un-soutien-de-l-etat-de-225>

Dossier de presse : 1 an de France Relance

Portail du gouvernement, Septembre 2021, 22 p.

Un an après son lancement le 3 septembre 2020, le plan France Relance, doté de 100 milliards d'euros, a déjà engagé 47,4 milliards d'euros et a l'objectif d'en déployer 70 milliards d'ici fin 2021.

Ce plan, qui avait pour objectifs à court terme de permettre à la France de retrouver son niveau d'activité économique d'avant crise, et de faire baisser le chômage dès 2021, répond à des défis structurels liés :

- à la transition écologique
- à l'amélioration de la compétitivité des entreprises : 8 885 entreprises industrielles (dont 86 % de TPE-PME) sont accompagnées pour réaliser 11,7 Mds d'euros d'investissements productifs
- au renforcement des compétences via le plan « 1 jeune, 1 solution » qui a bénéficié à 2,6 millions de jeunes, et des mesures pour la formation des salariés (dispositif FNE : 437 000 salariés accompagnés ; dispositif « Transitions collectives » : 86 plateformes territoriales créées)
- au développement de tous les territoires, en soutenant les projets spécifiques des collectivités locales.

Avec [le plan « 1 jeune 1 solution »](#), le Gouvernement mobilise par exemple près de 9 milliards d'euros pour soutenir l'emploi, l'insertion et la formation professionnelle des jeunes. Depuis août 2020, 2,6 millions de jeunes ont directement bénéficié d'aides de France Relance pour l'emploi, l'insertion ou la formation. Avec 2,5 milliards d'euros, France Relance finance plus de [11 600 projets d'investissement du quotidien portés par des collectivités locales](#).

<https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/un-an-france-relance>

L'État engagé auprès des tiers-lieux

Portail du gouvernement, Août 2021, 20 p.

Le Premier ministre a annoncé un budget total de 130 millions d'euros – dont la moitié provient de France relance - qui se traduit concrètement par 5 mesures en faveur de la structuration de ces tiers-lieux sur le territoire :

- création de 100 manufactures de proximité (tiers-lieux dédiés à la production)
- soutien au développement de la formation professionnelle dans les tiers-lieux
- financement de 3 000 missions de service civique dans les tiers-lieux
- formation des Conseillers numériques France services au sein des tiers-lieux
- renforcement du maillage national et territorial du réseau des tiers-lieux

Les 5 éléments caractéristiques d'un tiers-lieux : un fort ancrage territorial - une communauté d'acteurs engagés - une gouvernance partagée - une hybridation d'activité - une dynamique d'expérimentation et d'innovation.

<https://www.gouvernement.fr/partage/12417-les-nouveaux-engagements-de-l-etat-en-faveur-des-tiers-lieux>

FORMATION CONTINUE

Guide du FFFOD "Structure des coûts d'une formation multimodale"

FFFOD, Septembre 2021

Ce guide est le fruit des travaux menés par un groupe de travail du FFFOD en réponse à plusieurs constats faits pendant la crise sanitaire. A savoir :

- une méconnaissance des principes structurant une action de formation multimodale
- la difficulté à identifier les postes de coûts pour un organisme de formation avant de se lancer dans la transformation digitale de son offre
- côté financeurs, l'absence de repères clairs pour comparer les offres.

Guide en téléchargement gratuit après inscription

<https://www.fffod.org/s-informer/article/identifier-les-postes-de-couts-d-une-formation-multimodale>

Les Genius du Digital Learning : pour rester en ligne avec l'innovation digitale - Les replays des débats et des démos - 14-18 juin 2021

Les thématiques des débats :

Comment réussir le on-boarding grâce au Digital Learning ?

Comment former ses équipes commerciales sur le point de vente ?

Comment utiliser le Digital Learning pour former aux hard-skills ?

Formation aux soft-skills et Digital : je t'aime moi non plus

Le rôle des nouveaux médias (vidéo, audio...) dans les formations numériques

<https://lesgenius.fr>

Bilan et perspectives du PIC en Auvergne-Rhône-Alpes - Replay webinaire Pôle emploi

Le 6 juillet 2021, Pôle Emploi Auvergne-Rhône-Alpes organisait un webinaire pour partager un bilan à mi-parcours du Plan d'Investissement dans les Compétences et faire le point sur ses perspectives dans la région. Au programme, des tables rondes plénières abordant les réussites et les priorités à venir du PIC et une douzaine de conférences inspirantes.

Retrouvez tous les [replays en ligne](#)

Conférences inspirantes :

- Apprendre et faire ensemble : les leviers des organisations apprenantes

- 60 minutes chrono pour comprendre le Digital Learning

- L'intelligence émotionnelle, une compétence clé à développer

- Psychologie et neurosciences : comment créer un écosystème de la performance ?

- Intelligence Artificielle versus Soft skills : l'enjeu des compétences douces pour exercer les métiers d'aujourd'hui et de demain

- Comment développer des ingénieries pédagogiques innovantes en intégrant les apprenants ? Une piste : la pensée design

- L'AFEST : une véritable innovation pédagogique pour repenser ses modèles de formation

- La formation : formidable levier d'élévation professionnel et personnel

- Transition écologique et Compétences

- Le sport comme révélateur de compétences transverses

- L'apport des serious games en pédagogie

- Stéréotypes de genre quels impacts sur l'orientation et la formation

Plénière - Conclusion - Les enjeux de transformation et les perspectives par Carine SEILER - Haut-Commissaire aux compétences

<http://www.webinaire-pic-ara.com/>

Glossaire : le jargon du digital learning expliqué

Sparted.com, Septembre 2021

Ce glossaire a pour objectif de rendre compréhensible les termes utilisés dans le domaine du mobile learning et du digital learning en général.

<http://blog.sparted.com/fr/glossaire-digital-learning-en-entreprise>

Les entrées en formation des demandeurs d'emploi au 1^{er} trimestre 2021

Pôle emploi, Statistiques et indicateurs, Septembre 2021, 8 p.

Au 1^{er} trimestre 2021, on compte 355 000 entrées en formation de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. Le nombre d'entrées en formation augmente de 87,3 % sur un an.

<https://statistiques.pole-emploi.org/formation/formpub/210479>

Chronique 164 : Évolutions de la loi avenir pro

LUTTRINGER Jean-Marie, Septembre 2021, 21 p.

Les 49 propositions formulées par les partenaires sociaux à l'issue d'une première étape de l'évaluation de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » du 5 septembre 2018 déboucheront-elles sur un nouvel accord de interprofessionnel (ANI) ?

<http://www.jml-conseil.fr/>

Premier acompte devant être versé par les entreprises de moins de onze salariés aux opérateurs de compétences au titre du financement de la formation professionnelle pour l'année 2021 - Décret n° 2021-1173 du 10 septembre 2021

Ce décret fixe à cent euros le montant minimum à partir duquel les entreprises de moins de onze salariés doivent verser aux opérateurs de compétences le premier acompte dû pour l'année 2021 au titre du financement de la formation professionnelle dans le cadre des contributions mentionnées aux 2° à 4° du I de l'article L. 6131-1 du code du travail.

Consulter le décret sur Légifrance

MESURES EMPLOI

Les E2C lancent des parcours spécialisés pour développer les compétences métiers des jeunes sans qualification

Réseau E2C, Septembre 2021

Une E2C (École de la 2e Chance) est un projet de territoire, permettant de lutter contre le chômage des jeunes sans qualification et de favoriser leur insertion directe dans le monde des métiers. En complément d'un parcours de formation et d'accompagnement individualisé pour chaque jeune, l'E2C propose aussi des parcours spécialisés connectant, sur le territoire, besoins des entreprises et projet professionnel des stagiaires. Plusieurs parcours spécialisés ont déjà été développés sur tout le territoire national, dans différents secteurs tels que la restauration, les métiers de l'industrie, du commerce, de la logistique, de la santé ...

<https://reseau-e2c.fr/actualites/31503-les-e2c-lancent-des-parcours-specialises-pour-developper-les-competences-metiers-des-jeunes-sans-qualification.html>

« 1 jeune, 1 solution » : plus de 15 000 offres de jobs étudiants mises en ligne pour la rentrée

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, Septembre 2021

En 2019, près d'un jeune sur cinq âgé de 20 à 29 ans en formation initiale occupait un emploi en parallèle de ses études. Conscient de l'importance que représentent ces emplois pour les jeunes étudiants, d'autant plus dans la période actuelle, le Gouvernement a tenu à enrichir la plateforme 1jeune1solution.gouv.fr d'un nouveau service.

Plus de 15 000 offres de jobs étudiant sont ainsi mises en ligne, dans des domaines variés (garde d'enfants, aide-ménagère, animation, hôtellerie-restauration, vente...).

D'une durée de moins de quinze heures par semaine, ces emplois sont réunis en ligne sur un module dédié, accessible à l'adresse suivante : 1jeune1solution.gouv.fr/jobs-etudiants.

Ils viennent compléter les services de la plateforme 1jeune1solution.gouv.fr, aujourd'hui riche de plus de 400 000 offres d'emploi dédiées aux jeunes, et consultée par plusieurs millions de jeunes depuis son lancement en novembre 2020.

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/1-jeune-1-solution-plus-de-15-000-offres-de-jobs-etudiants-mises-en-ligne-pour>

SECTEURS D'ACTIVITÉ - MÉTIERS

Les métiers du grand âge : et si c'était fait pour moi ?

Ministère des Solidarités et de la Santé, Septembre 2021

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion et le ministère délégué en charge de l'Autonomie auprès du ministre des Solidarités et de la Santé lancent une campagne de sensibilisation et de recrutement aux métiers du grand âge. Les objectifs : mettre en valeur le secteur afin de recruter et de former, d'ici à 2025, 350 000 aides-soignants et accompagnants éducatifs. Avec plus de 1,4 millions de personnes en perte d'autonomie, les besoins seront très importants en accompagnement à domicile ou au sein d'une structure adaptée.

<https://solidarites-sante.gouv.fr/metiers-et-concours/metiers-grand-age/>

Secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile : nette progression des salaires pour tous les métiers d'accompagnement des personnes fragiles

Fepem, Septembre 2021

Les salaires horaires nets moyens des salariés des particuliers employeurs sont en nette progression sur un an, selon les dernières données exhaustives diffusées par l'Observatoire des Emplois de la Famille, entre +1,3 % et +3,3 % selon la catégorie d'emploi considérée.

Cependant, l'attractivité des métiers à domicile, et en particulier du métier d'assistant de vie, doit être renforcée dans sa globalité et ne peut se satisfaire de la seule hausse des salaires.

Depuis le début de la crise sanitaire, le secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile s'est révélé indispensable au quotidien de nombreux ménages et a conforté sa pleine utilité sociale, notamment en favorisant le maintien du lien social au domicile des plus fragiles. En 2020, 3,3 millions de particuliers employeurs ont versé 8,7 milliards d'euros de salaires nets aux assistants maternels et aux salariés à domicile.

<https://www.fepem.fr/secteur-des-particuliers-employeurs-et-de-lemploi-a-domicile-nette-progression-des-salaires-pour-tous-les-metiers-daccompagnement-des-personnes-fra>

L'emploi scientifique dans les organismes de recherche en 2020

Note Flash enseignement supérieur & recherche, n°18, Septembre 2021, 2 p.

L'emploi des chercheurs, doctorants inclus, augmente de 2,7 % en 2020, soit plus vite que l'emploi total. Hors doctorants, l'emploi des chercheurs au sein des organismes de recherche accélère sa progression en 2020 : +1,7 %, après +0,4 % en 2019. La progression est soutenue dans les EPIC et EPST (+1,4 % et +1,7 %). Parallèlement, les effectifs de doctorants rémunérés bondissent depuis deux ans (+10 % en 2020). L'emploi total de R&D, couvrant les chercheurs y compris les doctorants et les personnels de soutien, affiche une hausse de 1,5 %.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid159379/l-emploi-scientifique-dans-les-organismes-de-recherche-en-2020.html>

Référé : Le personnel civil du ministère des armées

Cour des Comptes, Septembre 2021, 4 p.

Si le ministère des armées est principalement composé de personnels militaires, le personnel civil représentait 23 % des effectifs totaux en 2018, soit plus de 61 000 emplois équivalent temps plein.

La Cour appelle à une modernisation et à une rationalisation de la gestion des carrières de ces agents qui suppose une organisation simplifiée de leur gestion déconcentrée, un bilan qualitatif des mesures prises pour améliorer les techniques de recrutement, le développement de la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC) ou encore la définition d'une doctrine d'emploi et une dynamique de formation.

<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/56709>

Impact de la crise sur les entreprises libérales : Mesurer pour agir - Replay webinaire de l'OMPL

En prélude de l'étude sur l'impact de la Covid-19 dans le secteur des professions libérales (résultats attendus en octobre 2021), ce webinaire du 29 avril 2021 faisait un point d'étape sur ces entreprises peu observées. Avec le partenariat de l'IEPL (Institut des entreprises de professions libérales), l'OMPL cherche à : mesurer les impacts multidimensionnels de la crise sur tous les acteurs du secteur libéral - évaluer leurs effets à moyen terme - promouvoir des modèles d'adaptation et de progression à destination des entreprises, des branches et des secteurs.

<https://www.ompl.fr/>

<https://www.youtube.com/watch?v=4IHwiBfhm2Y>

Inclusion numérique : déploiement des premiers conseillers France Services

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, Août 2021, 15 p.

62 conseillers numériques France Services prennent aujourd'hui leur poste. Ils seront bientôt 4 000, déployés partout en France, dans le cadre du [plan France Relance](#).

Ces conseillers numériques France Services sont financés par l'État, par le biais de France Relance. Ils ont été recrutés par des collectivités territoriales ou des associations locales.

Ils ont bénéficié d'une formation préalable par des professionnels de la médiation numérique, ce qui garantit un accompagnement de qualité dans l'utilisation des outils numériques pour les particuliers qui auront besoin de les solliciter.

Les conseillers numériques tiendront des permanences, organiseront des ateliers et proposeront des mini formations dans les mairies, les bibliothèques, les maisons France Services, les maisons de retraite et Ehpad, les centres d'action sociale, les associations de proximité.

<https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/inclusion-numerique-deploiement-premiers-conseillers-france-services>

Les particuliers employeurs au 1^{er} trimestre 2021

Acof stat, n°328, Juillet 2021, 4 p.

Au premier trimestre 2021, le volume horaire et la masse salariale de l'emploi à domicile rebondissent respectivement de 1,3 % et de 1,8 %, après les diminutions de 2,6 % et de 2,1 % enregistrées au trimestre précédent dans le contexte du deuxième confinement sanitaire.

<https://www.urssaf.org/home/observatoire-economique/publications/acof-stat/2021/statur-n328.html>

L'activité des ouvriers sur les chantiers du BTP au 2^{ème} trimestre 2021

Stat Info, n°394, Juin 2021

Au deuxième trimestre 2021, les heures travaillées sur les chantiers du BTP continuent de se rapprocher de leur niveau d'avant crise, mais demeurent en deçà (- 6,4 % par rapport au deuxième trimestre 2019).

Soutenu par les mesures gouvernementales, le secteur enregistre un fléchissement limité de son nombre d'ouvriers permanents depuis début 2020 (- 0,5 % par rapport au deuxième trimestre 2020), après avoir connu une diminution significative fin 2019 (- 4,0 % entre le deuxième trimestre 2020 et 2019).

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publicationweb/394>